Le CPE, une goutte d'eau dans un lac de rage



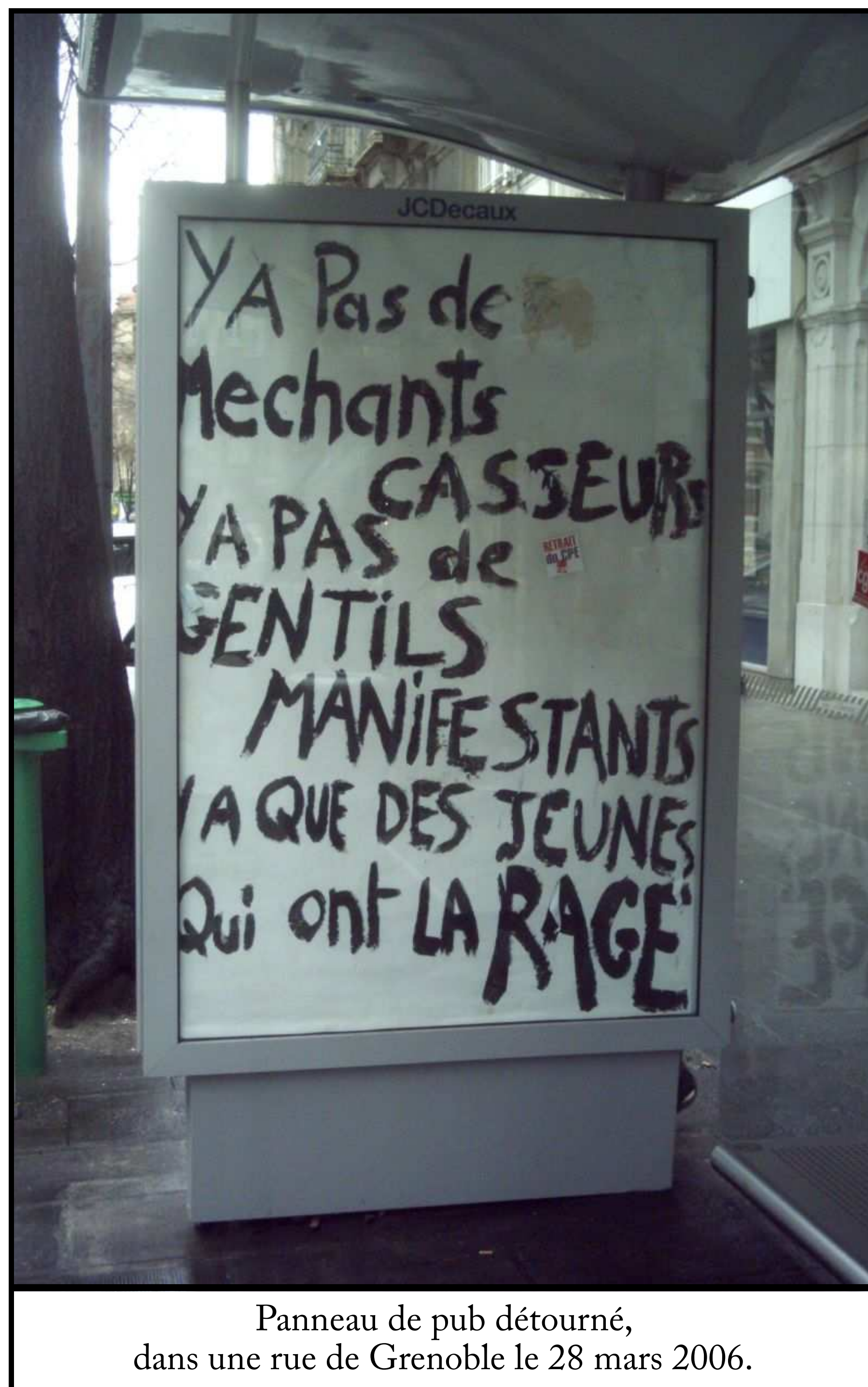
Quelques remarques sur la violence, l'illégalité et l'orientation des luttes sociales

par *Les enragé-e-s ouvrent le bal*

(Grenoble, avril 2006)

Zanzara athée (zanzara@squat.net), avril 2006.
Collection *Vite fait en attendant mieux*...

http://infokiosques.net/
La photo en couverture a été prise à Grenoble lors des affrontements du 23 mars 2006.



Panneau de pub détourné,
dans une rue de Grenoble le 28 mars 2006.

Quelques remarques sur la violence, l'illégalité et l'orientation des luttes sociales

Ce texte mêle en vrac quelques réflexions nées à Grenoble lors de ce qu'on appelait jusqu'à il y a encore peu de temps le mouvement anti-CPE... Il n'est pas forcément très construit mais a pour objectif de lancer des pistes à creuser. C'est toujours ça.

La violence comme moyen de se faire entendre

> « S'il y avait connexion entre les étudiants et les banlieues, tout serait possible. Y compris une explosion généralisée et une fin de quinquennat épouvantable. »
> Nicolas Sarkozy, Ministre de l'Intérieur, dimanche 12 mars 2006, cité dans "La grande peur de Sarko", en page 2 du *Canard enchaîné* (n°4455, 15 mars 2006).

> « Les émeutes, ce n'est pas un hasard. Les profs sont au service du gouvernement, pas au service de l'élève. »
> Un professeur vacataire en lutte dans le 94, lundi 20 mars 2006, sur France Inter.

> « Ma grande crainte est que l'on ne se retrouve plus dans de l'opposition au CPE, mais dans de la provocation et dans un enchaînement de violence. J'en appelle donc au retrait du CPE, à la responsabilité et au retour de la paix sociale. On est dans une situation folle. Il faut voir l'image qu'à la France en ce moment à l'étranger ; surtout après ce qui s'est passé en novembre. Une image épouvantable. »
> Michel Destot, Maire de Grenoble, interviewé dans le *Dauphiné Libéré* du vendredi 31 mars 2006 (n°19092).

Au fil des semaines, dès les premières manifs du mois de février, le mouvement étudiant-lycéen-syndical contre le CPE s'est peu à peu transformé en révolte sociale, renouant avec certaines des pratiques violentes d'octobre-novembre 2005, lorsque des émeutes avaient éclaté dans de nombreux quartiers populaires un peu partout en France.

Aujourd'hui, alors que le CPE a été "remplacé" (pour ne pas dire "retiré"), alors que la gauche dans son ensemble parle de grande victoire, alors que la société reste la même, alors que partout c'est la merde, ni la gauche ni la droite au pouvoir ni les

médias ne diront que la chute du CPE est due avant tout aux débordements permanents du mouvement. Pourtant, sans la violence, sans les différentes pratiques illégales des manifestant-e-s, nous en serions encore à nous demander le cul vissé devant la télé "mais pourquoi rien ne change alors que nous étions des millions à manifester sagement dans la rue ? notre citoyenneté n'a donc aucune valeur ?". L'ironie de départ de ce texte se situe dans ce paradoxe:
- Si *le CPE est mort*, c'est parce que des dizaines de milliers de révolté-e-s ont foutu le bordel de Paris à Toulouse, de Rennes à Grenoble, etc. Pourtant, la plupart de ces révolté-e-s restent plein-e-s d'insatisfaction et de rage, leur révolte reste intacte. Le CPE n'était pour eux et elles qu'un détail.
- Ceux et celles qui crient victoire devant les caméras et se réjouissent au micro de la mort du CPE sont les mêmes par qui rien ne serait jamais arrivé si l'on avait suivi leurs mots d'ordre ("dispersez-vous !"). Ce sont également les mêmes qui ont hurlé au scandale face aux "casseurs", les mêmes qui ont empêché toute manifestation "sauvage", les mêmes qui ont tenté de canaliser la révolte vers la légalité des défilés officiels et autorisés. De l'UNEF à la CGT, tou-te-s devraient reconnaître que c'est avant tout grâce aux casseur-e-s, grâce à tou-te-s celles et ceux qui ont participé aux actions de blocage et de sabotage, grâce à tou-te-s celles et ceux qui ont pris au pied de la lettre leurs slogans "*... ou alors ça va péter, ça va péter !*" (tandis qu'eux-mêmes n'avaient qu'une peur, celle que cela se réalise bel et bien), que le CPE est mort-né et que Villepin a été ridiculisé au sommet de l'Etat.
Tout ceci n'aurait bien sûr pas été possible non plus sans la mobilisation des centaines de milliers voire des millions de personnes lors des diverses manifs de début février jusqu'à mi-avril. Au-delà des conflits avec les syndicats, la complémentarité des moyens d'action a été une de nos grandes forces.

Mais en réalité, ce que nous retiendrons de tout ça, c'est bien plus que le "remplacement" ou le "retrait" du CPE. Nous nous souviendrons longtemps de cette *union pour un mouvement populaire* opposée à l'autre *Union pour un Mouvement Populaire*, nous retenons ce qui s'est passé entre nous, ce que nous avons commencé à construire ensemble comme ce que nous avons commencé à détruire ensemble.

A Grenoble, la première manif (le 7 février) a annoncé la couleur puisqu'en fin de manif le parvis de la préfecture a été envahi par des dizaines de manifestant-e-s, qui ont descendu les trois drapeaux nationaux pour les remplacer par des drapeaux rouge et noir. La frontière de la légalité était déjà franchie. Et cela n'a plus cessé, jusqu'aux actions du 11 avril visant en vrac agence d'intérim, agence immobilière, ANPE et médias locaux (Dauphiné Libéré, France Bleu Isère, M6-Grenoble).

Le 18 mars, en fin de manif, alors que la BAC en était encore à parader au milieu

des manifestant-e-s, une grosse partie du rapport de force s'est joué pour la suite du mouvement à Grenoble: après avoir arrêté deux personnes, la BAC est obligée de sortir flashballs et tonfas pour repousser les manifestant-e-s en colère, qui se mettent à caillasser en vrac la BAC et les CRS. Les mecs de la BAC reviendront casqués et resteront dès lors bien à part des manifestant-e-s. La prise de conscience et la révolte prennent de l'ampleur.

Les 23 et 28 mars, ça part carrément en émeutes dans le centre-ville. Ce que redoutait Sarkozy se réalise, la connexion entre étudiant-e-s et jeunes des banlieues est intense (on pourra bien sûr regretter que ces moments de lutte commune soient bien souvent restés sans lendemain, pour le moment en tout cas). Le rapport de force est tangible, la révolte n'est plus symbolique mais bien concrète. En nuisant à la police et plus largement aux tenants du maintien de l'ordre, nous sortons de la résignation et de l'impuissance habituellement ressenties. Destructions et transformation de la ville pacifiée en lieu d'émeute sont synonymes de création, et inversement. Nous avons tou-te-s plus ou moins conscience que vivre dans un monde que nous choisirions devient impossible sans la destruction complète du monde actuel. Ainsi, lorsque nous détruisons ce qui nous opprime, nous participons à ouvrir les brèches qui nous permettent de créer de nouveaux rapports sociaux.



Des lacrymos sur la place Victor Hugo,
à Grenoble le 28 mars 2006.

La violence insurrectionnelle (et donc destructrice) des manifestant-e-s porte en elle les germes de la construction d'une vie passionnante, une vie dépassant le cadre de la *survie* (que celle-ci soit sous-prolétaire ou bourgeoise, "occidentale" ou du "tiers-monde"), une vie réappropriée des mains de l'Etat et des patrons, abolissant le *travail-famille-patrie-télé*. La créativité contenue dans cette violence exprime l'impatience d'en finir avec la dépossession de nos vies, la négation en actes des rôles dans lesquels nous sommes censé-e-s rester enfermé-e-s.



Un mur de Grenoble, le 28 mars 2006.

Si les moments d'émeutes à Grenoble n'ont pas été aussi violents qu'à Paris ou qu'ailleurs, si les débordements ont été plus discrets dans certaines villes qu'à Grenoble, il paraît clair qu'un même état d'esprit insurgé se retrouvait partout. Les moyens spontanés ont parfois manqué pour matérialiser la révolte. Peut-être que des connexions vont se solidifier et s'inscrire dans la durée. Peut-être que nous saurons mieux prendre des initiatives émeutières, sans attendre que les flics eux-mêmes déclenchent l'affrontement (on a vu le 4 avril qu'ils pouvaient rester muets face à des caillassages quand ceux-ci arrivaient dans des moments stratégiquement gênants pour eux).

Dans l'ensemble du mouvement, les actions directes ont été utiles. Caillasser les flics, briser une vitrine ou retourner une voiture, ça n'a pas forcément un impact direct sur le pouvoir en place, mais ça augmente la tension, ça nuit à la paix sociale, ça augmente l'impact de notre lutte.
Bien sûr, il reste encore plus intéressant, dans la mesure du possible, de cibler nos actions.

L'illégalité comme conséquence de la désobéissance

> « Le refus d'être esclave est vraiment ce qui change le monde. »
> Raoul Vaneigem, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, 1967, p.265.

La *délinquance*, comme désobéissance spontanée, comme opposition radicale à la

citoyenneté, porte en elle la contradiction profonde de l'organisation des lois de cette société. Face au mépris généralisé qui lui est renvoyé sous forme passive (désintérêt massif pour la vie *citoyenne* ou la politique *institutionnelle*) ou active (délits de toutes sortes - émeutes, sabotages, destructions, vols, économie parallèle, etc.), le pouvoir ne cesse d'accroître les moyens dont il dispose pour contrôler la population.

Comme le veut la très citoyenne remarque: "plus vous commettrez d'infractions, plus ils mettront en place des moyens de contrôle pour vous en empêcher". Tout bon *citoyen* devrait aller au bout de ses idées policières et conclure par un "soumettez-vous, cessez donc de vivre", qui serait du meilleur effet.

La démocratie s'est arrangée pour acheter la paix sociale avec son lot de divertissements (télé, gadgets, tout le matériel du *spectacle*). En rajoutant la couche *participative* (associations, festivals, élections, débats avec nos sauveurs les "élus", etc.)[1], la gauche citoyenne a espéré canaliser les mécontentements sociaux, mais elle n'a pas plus réussi en cela que les religieux et autres récupérateurs de tous bords.

En réalité, la solution ultime pour la coalition Etat/capital est bel et bien la répression et sa meilleure alliée: la prévention sécuritaire. L'idéologie sécuritaire n'a pas attendu l'accroissement de la délinquance et des pratiques illégales pour renforcer son dispositif (police, armée, milices privées, services "sociaux", prisons, vidéo-surveillance, satellites et autres contrôles des moyens de communication, puces RFID, biométrie, etc.). A nous de renverser la remarque citoyenne précitée: "plus l'Etat et les entreprises privées mettront en place des moyens de contrôle pour nous empêcher de vivre en toute illégalité, plus nous mettrons en place des moyens d'y résister et d'y échapper". Tout-e bon-ne *délinquant-e* devrait aller au bout de sa désobéissance active et conclure par un "insoumission ! c'est maintenant que nous vivons" qui serait du meilleur effet[2].

Dans le genre banale délinquance, tous les médias se sont jetés récemment sur les prétendus et controversés 300 000 euros de dégâts commis dans la galerie des amphis (UPMF), "saccagée" essentiellement par des graffitis inscrits sur tous ses murs... Ce lieu, habituellement étroitement limité à la réception passive de cours menant les étudiant-e-s droit à l'intégration dans un monde privé ou fonctionnaire, dans l'objectif d'être toujours rentables et soumis-es, est devenu pendant une bonne

---

[1] Notons que la gauche est loin d'avoir le monopole du "participatif" puisque toutes les émissions de télé ou de radio appellent leurs téléspectateur-ice-s ou autiteur-ice-s à "participer" en "intervenant" d'une façon ou d'une autre (poser une question à l'antenne, participer à un jeu, un sondage, un "vote", sans oublier bien sûr tout ce qui touche à la "télé-réalité"). C'est aussi ça la "démocratie participative".

[2] Et au-delà de la démarche individuelle, penser l'organisation collective de réseaux *criminels* (au sens subversif du terme) de résistance et d'offensive semble nécessaire, non ?

trentaine de jours d'occupation un lieu de vie, d'échanges humains, et quoi qu'on en dise, de création et d'autogestion, parfois de création à travers la destruction (toute partielle) d'un lieu de toute façon inhabitable et aux mains d'un président d'Université (monsieur Courlet) qui représente à lui seul tout ce qu'il y a de plus puant dans les institutions de ce monde (l'arrogance du pouvoir, mais aussi son hypocrisie, ses mensonges et manipulations, par dessus tout ses volontés de préserver ses privilèges). Qui décide de quoi au sujet de cette galerie des amphis ? Qui décide de quoi dans cette université comme dans les autres ? Qui décide de quoi dans ce monde ? Qui *peut* décider de quoi ?

Bien sûr, l'autogestion, comme mode de création d'une vie nouvelle, était pour la plupart d'entre nous une découverte. Pratiquée dans les squats ou dans certains collectifs, il nous reste à l'expérimenter sur du plus long terme, en étant de plus en plus nombreux-euses à l'envisager comme moyen et comme fin en soi. Sachant que le pouvoir a vis-à-vis de cette démarche deux intentions qui suivent une même logique, celle de nous mettre des bâtons dans les roues:
- utiliser la loi et la force contre nos expérimentations, nécessairement illégales puisque autonomes. Ceci rend l'autogestion et l'autonomie partielles car "précaires", dépendantes du rapport de force mis en place face aux autorités du système duquel nous sommes prisonnier-e-s de toute façon.
- nous pousser à pratiquer l'autogestion (ou la cogestion) au sein d'entreprises ou de lieux dépendants du système de manière légale (critères de sécurité, loyer, objectifs restreints / assos, etc.).
Le but est toujours de faire rentrer dans le rang, de nous rendre acceptables et inoffensifs.

Des médias et de l'orientation des luttes sociales

Les médias, tentant de fabriquer la réalité, ne cessent de relayer des propos anti-grévistes au moindre blocage. Ce n'est pas nouveau, et cela s'est vérifié lors de ces deux derniers mois. Les journalistes, dans leur grande bonté, donnent la parole au peuple. Mais pas n'importe quel peuple, plutôt celui qui se plaint, celui qui se lamente, celui qui est une victime perpétuelle, celui qui n'a rien à redire des patrons et de l'Etat mais qui ne supporte pas qu'on l'empêche d'aller travailler, celui qui n'envisage pas un seul instant de se placer en solidarité avec les grévistes.

Parmi les joies ressenties lors de ce mouvement, il y a eu les rencontres et les forces collectives pendant les émeutes et autres manifs sauvages. Il y a eu les forts bouleversements des rapports sociaux pendant l'occupation de la galerie des amphis ou les blocages de lycées. Il y a aussi eu les joies qui provenaient des différents signes

de solidarité, effectués par toutes sortes de personnes, que ce soit pendant les manifestations ou pendant les émeutes... Parfois, des travailleur-euse-s étaient vraiment emmerdé-e-s par certaines formes de blocage, mais il nous paraissait parfois complètement dingue, alors que la ville était le lieu de plusieurs émeutes simultanées, que la vie continue pour certain-e-s comme s'il ne se passait rien de spécial (ce ne fût pas toujours le cas, puisque certains jours, des rues commerçantes entières avaient fermé leurs boutiques préventivement ou en voyant affluer manifestant-e-s et odeurs de lacrymo).

> « Le 9 février 1961 à Naples, des ouvriers sortant le soir des usines ne trouvent pas les tramways qui les transportent habituellement, dont les conducteurs ont déclenché une grève-surprise parce que plusieurs d'entre eux viennent d'être licenciés. Les ouvriers manifestent leur solidarité aux grévistes en lançant contre les bureaux de la compagnie divers projectiles, puis des bouteilles d'essence qui mettent le feu à une partie de la gare des tramways. Puis ils incendient des autobus, affrontent victorieusement la police et les pompiers. Au nombre de plusieurs milliers, ils se répandent dans la ville, brisant les vitrines et les enseignes lumineuses. Dans la nuit, on doit faire appel à la troupe pour ramener l'ordre, et des blindés font mouvement sur Naples. »
> *Internationale situationniste* n°7, "Notes éditoriales" (Les mauvais jours finiront), 1962, p.11.

On a une fois de plus constaté, lors du mouvement contre le CPE et son monde, que le pouvoir comme les médias ne parlent de nous en termes "positifs" que quand ils nous considèrent comme inoffensifs, comme pour canaliser l'orientation de notre lutte. Quand nous devenons menaçant-e-s, dangereux-euses pour leurs privilèges, pour le *statu quo*, pour la paix sociale, le discours peut changer du jour au lendemain et nous sommes alors transformé-e-s en "casseurs", "voyous", qui n'avons "rien à voir avec les manifestant-e-s". A partir de là, c'est à nous de faire connaître nos luttes, à nous de créer des médias indépendants et d'intervenir directement le plus souvent possible (par la parole et la rencontre). On nous a trop habitué-e-s à communiquer indirectement (notamment à travers ce texte - nous ne voulons pas dire qu'il faut cesser d'écrire, simplement rappeler que ce qui s'est passé de plus fort lors de ce mouvement a été vécu directement, de vive voix).

Les médias, encore eux, cherchent à *décrédibiliser* notre lutte en annonçant partout que les grands gagnants du mouvement anti-CPE sont Sarkozy (qui devient le seul présidentiable envisageable pour l'UMP), le PS (la gauche unie profite toujours aux plus pourris) et les syndicats (en particulier la CFDT dont le grand mérite serait

d'avoir été présent jusqu'au bout... jusqu'au bout de quoi ?).
Ce que nous savons, c'est que *nous* ressortons plus déterminé-e-s que jamais de ce mouvement. Ce mouvement, nous le prolongeons, sous d'autres formes. Pendant ces semaines de lutte, d'émeutes, de blocages, d'occupations, nous avons vécu ce que nous choisissions de vivre (dans la mesure ou "choisir" était possible). Nous n'avons pas fait *comme on nous a dit de faire*. Nous avons rencontré des gens avec qui nous avons des pratiques et des réflexions communes, pratiques et réflexions qui tranchent avec les politiques institutionnelles et électoralistes.
C'est en restant calmes que nous aurions fait "le jeu" de Sarko, du PS et de la CFDT ! C'est à coup sûr en nous calmant que ceux-ci se réjouissent des perspectives électorales de 2007. *Pourquoi on resterait calme ?*

L'autonomie actuelle de nos luttes est forte en ce qu'elle est incontrôlable et agissante.
Tout en restant incontrôlables, nous serions encore plus fort-e-s en étant organisé-e-s en réseaux d'entraide. Restons en contact, continuons d'en créer de nouveaux. Répandons nos désirs.

Grenoble, 20 avril 2006
Les enragé-e-s ouvrent le bal



Sharon Stone **contre le CPE et son monde :**
"Je comprends tout à fait les raisons de ces manifestations. Je partage la rage et la colère qui s'y expriment. Que ce soit en France, aux Etats-Unis ou ailleurs, l'Etat est essentiellement une structure de domination. Partout, notre objectif est de l'abattre. Par tous les moyens nécessaires."
(Message aux rebelles de tous horizons, Paris, 20 mars 2006)

Infos, armes,	http://infokiosques.net/
réflexions,	http://grenoble.indymedia.org/
subversion...	http://cettesemaine.free.fr/spip/

Sur le mouvement anti-CPE et ses suites, des récits et des réflexions se trouvent sur les sites internet suivants:

- http://grenoble.indymedia.org/
Site fonctionnant en publication ouverte. On y trouve beaucoup de récits des actions et manifs qui se sont déroulées en février-avril 2006 (ainsi que pas mal de textes de réflexion autour du travail, des banlieues, de la violence, etc.). Marche aussi avec Nantes, Lille, Paris, Toulouse, Marseille, Nice, Liège, etc.

- http://cettesemaine.free.fr/spip/
Brèves du désordre.

- http://infokiosques.net/
Plutôt des textes de fond, tous dispos au format brochure, prêts à être imprimés, photocopiés et sauvagement diffusés.



Un des murs de la galerie des amphis (Université Pierre Mendès-France, campus de Grenoble/Saint-Martin-d'Hères), le 10 avril 2006.



Commissariat du quartier Saint-Bruno (Grenoble), le 18 avril 2006.

« En nuisant à la police et plus largement aux tenants du maintien de l'ordre, nous sortons de la résignation et de l'impuissance habituellement ressenties. Destructions et transformation de la ville pacifiée en lieu d'émeute sont synonymes de création, et inversement. »

ZANZARA ATHEE